

1.3 “Quelle mesure du progrès pour les États?”

FRANÇOIS MOISAN, *Animateur, directeur scientifique, ADEME*: Je suis chargé d’animer cet atelier. Il a bien été rappelé que nous ne faisons pas de tour de table : vous avez les curriculums, photos et noms de tous les participants au séminaire et des chevalets sont installés.



FRANÇOIS MOISAN

ANIMATEUR,
DIRECTEUR SCIENTIFIQUE, ADEME

Je rappelle les règles de la discussion. Je dis quelques mots pour introduire le sujet, ensuite nous avons deux contributeurs, deux personnes chargées de lancer le débat en donnant leurs points de vue. Ils sont privilégiés parce qu’ils commencent, mais ils ne le sont pas pour le temps de parole puisqu’ils disposent chacun de cinq à sept minutes. Après, c’est vous qui participez en prenant la parole. J’essaierai de veiller à ce que tout le monde puisse parler.

Nous devons arrêter à 16 h 30 et je vous propose de dresser des conclusions à 16 h 15. Je pense que nous devrions avoir le temps, en un quart d’heure, de rassembler les meilleures idées proposées.

Le premier contributeur est Alain Chosson, de l’association Logement et Cadre de vie. Nous devons avoir Guillaume Sainteny, le Directeur des études économiques et de l’évaluation environnementale au ministère de l’Écologie et du Développement durable, mais il n’a pas pu venir. Nous avons demandé à Gilles Pennequin, chargé de l’environnement durable à la DATAR, de le remplacer. Il représente un peu l’État.

Le titre de notre atelier est un peu ingrat. Dès que l’on met le mot “État” dans un atelier, il n’y a plus personne. Il s’appelle : *“Quelle mesure du progrès pour les États?”* On ne m’a pas demandé mon avis sur le titre et, lorsque je l’ai lu, je me suis posé quelques questions. Je pose ces problèmes aux contributeurs et à vous tous.

Que veut dire “mesurer le progrès” dans le développement durable, par rapport à d’autres mesures de progrès? Nous sommes tous d’accord que, par le terme “progrès”, il faut entendre “progrès vers le développement durable”.

Par rapport aux différents piliers, nous avons des indicateurs économiques : le PIB est relativement simple et nous avons l’impression de bien le traduire. Pour le social, c’est déjà un peu plus compliqué. Nous avons les taux de chômage, mais vous serez d’accord pour dire que ce n’est pas cela qui résume cette dimension sociale.

Dans l’environnement, nous avons beaucoup d’indicateurs. C’est pluridisciplinaire, mais pas unidimensionnel. Nous voyons bien qu’il n’est pas forcément facile de mesurer le progrès vers le développement durable.

Deux volets sont beaucoup discutés actuellement au niveau des États et à l'international. "Mesurer l'État" : mesurons-nous les actions de l'État, sa performance et ses politiques publiques (lois, réglementations ou incitations de mise en œuvre) ou l'importance de leur impact ? Avons-nous progressé ? Allons-nous mesurer si l'État, en tant que territoire et nation, avance vers le développement durable ?

“ Allons-nous mesurer si l'État, en tant que territoire et nation, avance vers le développement durable ? ”

A l'ADEME, il nous est assez difficile de faire le lien entre les évaluations des résultats de "nos" actions et les transformations de la société française, dans son ensemble. Ce n'est pas tout à fait la même chose. Cela peut ne pas avoir, pour l'État, les mêmes significations. Nous rendons compte, dans les conventions internationales, de l'avancée des émissions de gaz à effet de serre. Le lien avec les politiques publiques n'est pas forcément immédiat ou tout au moins aussi simple.

Je lisais dans un rapport de la Commission que nous avons reçu voici deux jours, qu'une façon de se rendre compte des progrès était la liste des plaintes et des degrés de mises en conformité des États avec les directives européennes. Je vous cite juste ces chiffres que j'ai trouvés intéressants : en 2004, un tiers des plaintes à la Commission relevaient de l'environnement, mais c'est toutefois en décroissance relative :

161 plaintes adressées à l'Union européenne sur l'environnement en 1996,
587 en 2001,
336 en 2004.

Il s'agit de mesurer aussi les progrès dans l'absolu ou en relatif : faisons-nous mieux que les autres ? Dans l'absolu, c'est bien, mais si nous voulons vraiment mesurer, il faut faire du *benchmarking* pour essayer de voir si nous faisons mieux que les autres. Sommes-nous meilleurs que les Allemands ou pas dans tel et tel domaine ? Évidemment, il y a beaucoup de pièges.

Nous sommes tout de même ici pour parler non pas du développement durable dans son ensemble, mais de la communication sur le développement durable. Je pense que c'est un des volets essentiels de notre atelier, mais encore faut-il que ces indicateurs et mesures de résultats soient compréhensibles par les acteurs, non seulement les décideurs mais l'ensemble des acteurs que nous sommes tous, donc le grand public. Comment faire que des indicateurs et des mesures soient "appropriables" et aussi un peu "responsabilisants". Le discours des jeunes m'a frappé : *"on se sent seul et dépassé, il y a une distance entre la société et soi-même mais on est soi-même un acteur de l'ensemble de cette Europe"*.

“ Mais encore faut-il que ces indicateurs et mesures de résultats soient compréhensibles par les acteurs ”

Je donne la parole à Gilles Pennequin.

GILLES PENNEQUIN, chargé du développement durable, DATAR : C'est une tâche un peu difficile mais, heureusement, je n'ai que très peu de temps. J'ai appris voici trois quarts d'heure que je devais essayer de remplacer Guillaume Sainteny. De plus, Gilles Berhault a dit que tous les hauts fonctionnaires étaient rappelés parce qu'ils avaient



GILLES PENNEQUIN

CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DATAR



du travail. J'en déduis que je ne fais pas partie de ceux qui sont sollicités. Il faudra bien évidemment relativiser mon propos qui n'engage que moi, bien sûr.

Avant de parler du sujet *"Quelle mesure du progrès pour les États?"* j'aimerais dire quelques mots sur les enjeux de la mesure et des indicateurs. En France, nous sommes tout de même dans une société cartésienne. Nous avons besoin de quantifier et de prouver les choses. Je pense que, avec tous les champs du développement durable (énergie, eau, biodiversité, etc.), nous avons une masse considérable de thèmes possibles et la nécessité de montrer quels sont les problèmes.

Le premier enjeu est de pouvoir quantifier et comprendre les problèmes. Nous avons vraiment cette nécessité de bâtir des indicateurs dans un système complexe. Énormément de ces problèmes touchent et vont toucher les générations futures et ne sont donc pas "appréhendables" par les générations actuelles. La mesure permet aux générations présentes de comprendre que ce qu'elles font marquera les générations futures, avec la nécessité d'un changement et même d'une rupture dans un certain nombre de domaines pour éviter que ces générations aient des problèmes.

Le deuxième enjeu est la nécessité de la mesure pour inciter à l'action, quels que soient les acteurs (État, collectivités territoriales, entreprises, citoyens). En effet, nous sommes dans une société cartésienne et je me rends compte tous les jours que des questions d'environnement durable sont abordées ; mais dès que se présente une incertitude, cela devient une raison pour ne pas agir.

J'étais au ministère de l'Équipement et, systématiquement, dès que nous voulions prendre des mesures sur la haute qualité environnementale par rapport aux changements climatiques et aux problèmes énergétiques ou repenser l'aménagement du territoire, on nous mettait tout de suite en avant : *"Sommes-nous sûrs du réchauffement climatique? Sommes-nous sûrs de ne plus avoir de pétrole dans trente ou quarante ans?"* On a besoin de préciser la date comme si c'était complètement déterminant par rapport à l'action.

Nous avons la nécessité de travailler pour avoir les indicateurs les plus performants, les plus pertinents et les plus complets possible afin de réduire l'incertitude et de pousser à l'action un certain nombre d'acteurs.

J'ai pris l'État, mais nous avons la même démarche dans les entreprises, peut-être même davantage, avec des rentabilités à court terme : il faut être capable de prouver qu'il existe des risques de dommages pour pousser à l'action.

Face à ces incertitudes que nous n'arriverons pas à lever sur un certain nombre de sujets – c'est un domaine dans lequel je travaille beaucoup à la DATAR – il faut essayer d'élaborer des "scénarios de l'inacceptable". J'ai proposé à la DATAR, notamment dans les futurs contrats de plan État/région, de réfléchir pour proposer aux territoires d'élaborer des scénarios-catastrophe sur leurs territoires, qu'ils essayent d'imaginer le pire. A partir de là, nous pourrions déterminer les actions à mener pour empêcher que ces scénarios-catastrophe ne deviennent une réalité. Sinon, nous nous heurterons toujours à la question de l'incertitude. Mais, pour élaborer ces scénarios du pire, il faut être capable d'imaginer le pire. Ce n'est pas toujours évident. Donc, là encore, nous retombons dans la nécessité d'avoir des indicateurs pertinents pour essayer de comprendre la nature des phénomènes que nous engendrons.

Pourquoi des indicateurs pertinents ? Il s'agit, pour l'État, d'arriver à une éco-conditionnalité des aides publiques. Pour la haute

“ Il faut essayer d'élaborer des « scénarios de l'inacceptable » ”

qualité environnementale, nous sommes dans des exonérations fiscales supplémentaires et des subventions. Aussi, plutôt que d'avoir des moyens de financement supplémentaires pour un certain nombre d'actions de l'État, il s'agit d'arriver au point que si vous n'êtes pas "développement durable", vous n'avez plus de crédits. Mais, pour arriver à cela pour avoir négocié avec eux un certain nombre d'exonérations fiscales, Bercy n'ouvre le porte-monnaie que si vous avez des choses extrêmement précises et mesurables et qu'ils puissent évaluer les progrès accomplis. Sinon, il est difficile, surtout dans le contexte actuel, de pouvoir bénéficier d'exonérations fiscales ou de subventions sans la capacité de montrer que l'action a bien été menée et qu'elle a porté ses fruits.

Deux points encore sur les enjeux de la mesure.

C'est d'abord un enjeu géopolitique (nous parlons des États et pas seulement de la France) en matière de développement durable. Il nous faut des indicateurs agrégés et communs à tous les États, sinon c'est ce qui est appelé en économie "la théorie du passage des clandestins". Il est très facile pour des États de ne pas engager d'actions ou de le faire de manière relativement modeste par rapport à d'autres beaucoup plus volontaristes.

Catherine Trautmann est parmi nous, elle pourra en parler bien mieux que moi.

Nous voyons bien que la politique européenne est très volontariste, comparée à celle des États-Unis qui porte sur d'autres aspects. Nous avons la nécessité d'avoir des indicateurs globaux et internationaux qui montrent comment les uns et les autres agissent afin de comparer et juger ce qu'ils font.

Dans une économie globalisée, on peut débattre des notions de coût et de surcoût, mais les efforts que nous engageons, et que les autres ne font pas, sont un avantage comparatif et compétitif ; sinon nous perdons des parts de marchés. Dans une société où l'économie est l'élément moteur de la société, il est important d'avoir des éléments de mesure qui nous permettent de nous assurer qu'il n'existe pas de concurrence déloyale entre les États et que tout le monde avance à peu près avec la même volonté.

Le dernier enjeu est démocratique. Si nous voulons que les citoyens adhèrent aux mesures qui seront, pour certaines d'entre elles, impopulaires... Je prends un exemple tout récent : on parle de limiter la circulation à 115 km/heure sur les autoroutes, mais la mesure semble être relativement enterrée. On voit bien la nécessité d'avoir des outils

de mesure et des indicateurs mis à la disposition de la société pour que les gens perçoivent les problèmes et qu'ils puissent ensuite adhérer aux solutions proposées.

“ Tout l'enjeu est de mettre des indicateurs de développement durable dans la LOLF ”

Je trouve qu'il existe beaucoup d'outils de mesure et d'indicateurs, je dirais presque que nous en avons trop, mais également pas assez. Nous avons des centaines d'indicateurs du développement durable, compte tenu de la diversité des sujets. Mais, en même temps, nous voyons bien que, dès que nous entrons dans le détail, il nous manque de nombreux éléments pour pouvoir mener un certain nombre de politiques.

Nous avons déjà beaucoup d'indicateurs si je me cantonne à la France dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable : 45 indicateurs, un peu globaux, ont été définis. Ils ont été élaborés par le Plan et le ministère de l'Écologie. Ils doivent avoir une déclinaison régionale. Nous y travaillons en ce moment avec la DATAR, le Plan, et le ministère de l'Écologie. J'ai bon espoir que ces indicateurs régionaux du développement durable puissent servir, notamment pour les contrats de plan et l'utilisation des fonds européens pour la période 2007-2013.

Par rapport aux indicateurs de mesure, l'enjeu est la LOLF. C'est la réforme assez fondamentale sur l'organisation de l'État. Avec la LOLF, nous avons des obligations de résultat. Tout l'enjeu est de mettre des indicateurs de développement durable dans la LOLF. Ce n'est pas encore tout à fait le cas actuellement parce que, demain, cela va conditionner et déterminer tout le travail de l'administration.

S'il existe des choses parfaites, il me semble que nous devrions travailler un peu plus sur des indicateurs globaux facilement communicables. J'en vois un bien pratique, même s'il est très imparfait : l'empreinte écologique. Nous essayons de faire que l'empreinte, sous toutes ses formes, puisse servir d'analyse des territoires et permettre la mise en place de politiques allant dans le sens du développement durable.

Il faudrait peut-être aussi des indicateurs venant d'une université de la communication pour mesurer la cohérence des propos des médias. Nous parlions de schizophrénie tout à l'heure, mais il est possible d'entendre à 8 heures sur France Inter quelqu'un qui va parler des enjeux du réchauffement de la planète, puis à 8 heures 10, un autre pester contre les bouchons à Paris parce qu'on met en place des lignes de bus, etc. Là aussi, il faudrait mesurer le degré d'incohérence dans la communication.

“ Il faudrait mesurer le degré d'incohérence dans la communication ”

FRANÇOIS MOISAN : Merci, Gilles. Je vais donner la parole à Alain Chosson mais, auparavant, je voudrais vous rappeler que l'objectif est d'arriver à formuler quelques propositions. Aussi, n'hésitez pas, comme l'a dit Gilles Berhault, à être "impertinents et provocateurs". Nous sommes là pour aller au delà de ce que nous n'osons pas dire. Alain, essaie d'être relativement bref pour que nous puissions avoir cet échange.

ALAIN CHOSSON, *Secrétaire général, association Consommation, Logement et Cadre de Vie* : Je vais être très bref. Je n'entrerai pas dans les outils et les mécanismes de mesure. Je suis ici en tant que consommateur, citoyen lambda, et aussi porteur de la réflexion collective d'une organisation de consommateurs et d'utilisateurs. Cette organisation a la particularité d'avoir une démarche citoyenne depuis ses origines.

Dans les années 70, lors de la montée de la société de consommation, nous étions critiqués pour être trop citoyens et pas assez consuméristes. Je ne fais pas partie de ceux qui disent que nous faisons du développement durable depuis longtemps, cela se saurait.

Cependant les besoins, la demande du public, sociale et citoyenne, existent depuis longtemps. La manière dont nous répondons à ces attentes, dans l'organisation des services, lors de la création des produits, est souvent la cause de nombre d'erreurs et dysfonctionnements qui nous ont amenés à cette situation que nous trouvons aujourd'hui inacceptable. Je me sens assez en phase avec ce qu'ont dit les jeunes tout à l'heure. On est vieux quand on perd sa capacité de s'insurger.

Que mesure-t-on et qu'est-il nécessaire de mesurer ?

Je suis d'accord avec Gilles lorsqu'il dit que c'est très difficile parce qu'il existe beaucoup d'incertitudes, que nous ne connaissons pas tout, etc.

Mais je pense que nous n'en sommes plus à définir des scénarios, nous savons très bien ce qu'il ne faut pas faire et ce qu'il ne faut plus faire dans les modes de production, de distribution, d'organisation et de décision. Il faut passer à l'acte.

Ce qui est problématique, notamment dans ce qu'il faut mesurer aujourd'hui, est que l'on entend trop souvent, non pas l'État mais la puissance publique en général, dire qu'il faut informer, sensibiliser, éduquer, changer les comportements. Tout se résume à cela. Oui, il faut le faire, bien sûr. C'est notre métier de contribuer à le faire.

Mais avant de dire : *“Que va-t-on bien pouvoir mesurer et de quelle façon ?”* nous devons prendre acte que nous ne changerons pas fondamentalement les modes de consommation sans changer, dans le même temps, les modes de production, de distribution et de décision. On peut toujours dire que c'est la poule et l'œuf. Pourtant les décisions publiques qui ont été prises dans certains domaines et qui étaient contestables (l'urbanisation en « chemin de grue » par exemple qui a produit les ZUP que l'on démolit aujourd'hui), comme celles des industriels ou des distributeurs qui mettent sur le marché des produits dont les impacts négatifs lourds sont pourtant connus, avec quelquefois des incidences irréversibles, nous ont toujours été présentées comme une réponse à la demande des consommateurs : *“On a fait ce produit, il est dangereux pour l'environnement et pour la santé, mais c'était à la demande des consommateurs”*.

Il faut sortir de ces quelques faux débats et fausses pistes et se dire que, même si nous ne savons pas exactement ce qu'il faudrait faire pour être au “top du top” et que la planète continue à exister dans un certain nombre de siècles, mettons-nous d'accord déjà sur ce qu'il faut stopper. Nous avons encore un peu de temps pour certaines choses mais pas pour d'autres.

F R A N Ç O I S M O I S A N : À la limite, ce sont des indicateurs “tout ou rien”, c'est-à-dire qu'il faut arrêter certaines choses.

A L A I N C H O S S O N : Il ne faut pas attendre d'être d'accord au niveau mondial sur la série d'indicateurs nécessaires pour voir si nous travaillons bien, car dans plusieurs générations nous en serons encore aux définitions. C'est ce que nos homologues au plan international nous disent. Il existe des organisations comme la nôtre sur tous les continents. Nous sommes 230 organisations de consommateurs et d'usagers à travers le monde, dont la majorité dans les pays en voie de développement. Ces dernières demandent aux organisations des pays industrialisés : *“Dites à vos entreprises et à vos pouvoirs publics de ne pas nous imposer votre mode de développement !”*

Nous sommes d'accord pour ne pas poursuivre certaines erreurs, des consensus existent. Pourquoi sommes-nous toujours aussi en retard? Pourquoi restons-nous dans les opérations pilotes, dans les sites expérimentaux? Certains intérêts contradictoires sont à remettre en cause. Si nous n'avons pas un certain équilibre des forces et des rapports de force, nous ne trouverons pas les bons compromis. C'est une bataille, une

lutte. L'État a ses contradictions comme chacun d'entre nous. Si nous sommes ici, c'est que nous savons à peu près comment il faudrait se comporter mais que, ensuite, nous avons des comportements différents.

“ Cela ne peut être qu'une coproduction ou une participation directe à l'analyse et aux choix difficiles à faire ”

Le débat n'est pas, pour nous, de savoir si nous sommes bien d'accord sur tous les indicateurs nécessaires ; il faut en sortir et savoir comment procéder. Nous ne pouvons pas avoir des politiques publiques, même bien faites, qui impulsent vraiment des tendances lourdes vers un développement durable et qui considéreraient les consommateurs, les entreprises et les citoyens comme des destinataires de ces politiques publiques. Si nous sommes toujours dans cette logique, nous avons tout faux. Cela ne peut être qu'une coproduction ou une participation directe à l'analyse et aux choix difficiles à faire sans pour autant "s'enquiquiner la vie".

FRANÇOIS MOISAN : Merci. Nous allons donner la parole à la salle.

FLORIS VAN LIDTH DE JEUDE : Je voudrais faire deux remarques ; la première d'ordre général et la seconde concrète.

Nous pouvons développer tous les indicateurs possibles ; s'ils restent dans des rapports un peu discrets dans les bureaux, cela n'a aucun intérêt. Or, en contrepoint de ces indicateurs que nous pouvons développer mais qui risquent de rester dans le tiroir, l'ensemble de la société politique, civile, etc., est totalement imbibée indirectement des indicateurs économiques, avec ce besoin permanent de croissance. Avec un peu plus de croissance, on respire ; mais quand il y en a un peu moins, on déprime. Donc, il faut aussi faire le lien avec cette espèce de lavage de cerveau permanent, médiatique, sur cette nécessité de croissance.

Comment pourrions-nous adapter l'indice IDH de demain qui nous intéresse pour la publicité, qui est basé sur trois séries de données? La plupart d'entre nous doivent les connaître, l'IDH se base sur :

- l'espérance de vie à la naissance,
- le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation,
- le PIB réel est défini comme devant poser l'inflation par habitant, calculé en parité de pouvoir d'achat. Le PIB par habitant donne l'indication sur le niveau de vie moyen du pays.

Ces trois indicateurs font l'IDH. Comment pouvons-nous l'adapter pour avoir un indice de développement durable qui aborde l'aspect environnemental? Pour cet indice, nous avons eu déjà deux bases : l'humain et l'économique.

FRANÇOIS MOISAN : Il pourrait se communiquer comme le PIB.

FLORIS VAN LIDTH DE JEUDE : Oui, voilà.

UNE INTERVENANTE : Il est communiqué ; voici deux jours, le palmarès des États a été publié dans la presse.

FRANÇOIS MOISAN : Oui. Je parle de celui que Florice envisage franchement.

JEAN-LUC GÉRARD, *Head Ethical Research Höller AG – ZURICH Notation et développement durable* : Nous avons parlé de propositions concrètes. Il m'est venu une idée, en entendant Gilles, à propos des indicateurs.

Mon travail est de faire la notation sociale et environnementale des États. Lorsqu'on note les États, on note les consommateurs, les entreprises et l'État. Il faut différencier la notion de pays et d'État. Mais il serait intéressant de revenir à l'État. L'État est quelque chose de beaucoup plus palpable et mesurable qu'un pays. Je me rappelle de notations faites par une autre agence : plus le budget de la santé est important, plus la note est élevée. Cela veut dire que les gens consomment davantage de médicaments et qu'ils sont donc malades. Ce n'est pas un signe de santé. Nous avons donc un problème avec les indicateurs.

Si nous parlons maintenant uniquement de l'État, nous pouvons discuter de son utilité, des services publics, de l'organisation de la santé, etc. L'État a des budgets pour cela, il les connaît. À Zurich, nous avons inventé une méthode pour les entreprises ; elle consiste à regarder les budgets attribués par les entreprises aux énergies et à quels types, les matériaux achetés (engrais, pesticides, etc.). Ensuite, nous attribuons des points de pollution à chaque budget.

“ L'État est quelque chose de beaucoup plus palpable et mesurable qu'un pays ”

L'idée serait, pour l'Union européenne ou pour un État, de définir des étapes par rapport au budget, afin de les comparer. Dans un monde où l'économie est dominante, il faut tout mesurer et comparer, bien que ce soit impossible. Il serait intéressant de mettre des indicateurs pour le social, l'éducation, les transports, etc. Cela permettrait de voir qui détruit l'environnement ou bien qui a des portées sociales négatives ou pas, puis de noter. Nous aurions alors un facteur de progression avec une photo à l'instant A, puis cinq ans après ; avons-nous fait du chemin ? Cela serait comparable pour tous les pays puisque tous ont des budgets pour l'éducation, les transports, etc.

C'est ma proposition.



FRANÇOIS MOISAN : Je la note. Nous allons y revenir.

FABRICE FLIPO : J'ai deux remarques avant d'en venir à une suggestion.

La première porte sur les mesures impopulaires. Je suis assez d'accord avec Alain Chosson. Les mesures sont impopulaires, non parce qu'elles dérangent les gros intérêts, mais les petits. Forcément, les petits ne sont pas contents. D'autres mesures sont possibles et elles seraient parfaitement populaires, mais ce ne sont pas celles qui sont prônées. Impopulaires: oui et non. C'est plutôt qu'elles ne partent pas d'en bas.

Ensuite, être sûrs avant d'agir. Je crois au contraire que l'on agit en ce moment en se fiant à des indicateurs parfaitement incertains, comme le PIB. Dans le genre incertain, on ne peut pas faire mieux! Le PIB ne veut rien dire. Cela n'empêche pas Bercy de courir après le PIB.

Si nous voulons changer les indicateurs, il faut aussi "délégitimer" ceux qui sont en service actuellement et qui sont absurdes. Dire que l'on doit être sûr avant d'agir signifie: *"Je n'ai pas envie de changer mes habitudes"*. Ce n'est pas quelqu'un qui écoute qui répond cela.

Ensuite, il faut voir que les indicateurs se diffractent dans la société. On entend très souvent l'argument: *"Les Chinois polluent, leur croissance pollue"*. Quand nous comparons l'intensité en CO₂ par rapport au PIB, par exemple, nous faisons mieux. La belle affaire! Que mesure le PIB? Donc, le raisonnement ne tient pas. Nous ne savons pas si les Chinois polluent plus que nous relativement à la qualité des services créés. Cela n'empêche pas d'utiliser des indicateurs qui ne veulent rien dire. S'ils ne veulent rien dire, c'est parce qu'il y a des intérêts derrière.

“ Il faut aussi «délégitimer» ceux qui sont en service actuellement et qui sont absurdes”

On pense que l'activité, en soi, est bien tant qu'elle grossit. Tant que cette idée restera au cœur des choses, fatalement, tous les autres indicateurs passeront au second plan. C'est une question de priorité. Il faut aussi "délégitimer" à mon avis l'activité économique et dire: *"Non, l'activité économique qui grossit, comme celle de la santé, ce n'est pas forcément bon."* Les entreprises qui décroissent, c'est parfois bien. Cela ne signifie pas une décroissance de l'emploi, là aussi ce sont des priorités. On peut très bien faire décroître fortement le PIB en augmentant beaucoup l'emploi. Il n'y a aucune incompatibilité, ni théorique, ni pratique.

Je trouve que l'IDH est extrêmement limité. Nous en avons un autre qui s'appelle "l'indicateur de bien-être économique soutenable". Il déduit les dépenses inutiles et ajoute les dépenses utiles. Cela a été fait en Angleterre et aux États-Unis. On dépense, on dépense, mais ce n'est pas utile. Quand on regarde avec cet indicateur, plus l'empreinte écologique, quel type de pays serait soutenable – sans prendre le critère démocratie, on voit que les pays comme le Kerala (Inde) avec un PNB de 1000 dollars par habitant, ou Cuba, sont des pays qui arrivent en tête. Les gens n'y sont pas malheureux du tout. Nous avons un PNB 25 fois plus élevé, et alors?

JEAN-LUC GÉRARD : Je crois personnellement que l'on construit les indicateurs par rapport à la question qui est posée. Il n'existe pas d'indicateurs spécifiques pour les États servant à mesurer un produit national brut, un environnement national brut, un

développement durable brut, etc. Je crois que c'est par rapport à la question de la stratégie de développement qu'il faut savoir se situer si l'on est dans un équilibre raisonnable entre plusieurs dimensions du développement durable. Je vais prendre l'exemple de la Réunion, car il est très simple.

Nous avons proposé de faire une évaluation en disant que le développement équilibré durable à la Réunion s'articulait nécessairement autour de quatre dimensions, les principales du développement durable, telles que nous les voyons dans les textes et dans la littérature :

- le développement économique, y compris le développement de l'activité de l'emploi,
- le développement social, y compris les activités d'insertion des populations en difficulté,
- le développement durable de l'environnement et des milieux, au sens de la préservation et de la valorisation des milieux et des sources naturelles, au sens de l'écologie et de la gestion du patrimoine,
- la démocratie participative, c'est-à-dire la mise en place de concertations à tous les niveaux et notamment des élus, ce qui permet aujourd'hui aux agglomérations de discuter avec les départements et les régions.

Ceci a été accepté. Cela veut dire que, pour chacune des dimensions, on nous demande de mettre en place des systèmes d'indicateurs qui permettraient de juger des politiques globales, des politiques de développement structurées dans différents domaines du jeu. De l'indicateur que l'on va construire, répond la question de l'évaluation de la politique qui va être menée.

“ C'est par rapport à la question de la stratégie de développement qu'il faut savoir se situer ”

Sur l'emploi, par exemple, si nous disons que le problème fondamental est que la Réunion est capable de créer 4 000 emplois par an, mais que 7 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, cela montre un déficit structurel de long terme de 3 000 personnes qu'il va falloir exporter en Métropole. Il va falloir les recycler ailleurs, dans une autre dimension, à partir d'un taux de chômage qui est déjà de 30 %. Si c'est cela le problème principal, cela veut dire que, vraisemblablement, la stratégie des quatre dimensions sera centrée sur le problème de l'emploi.

Si on dit que le problème principal est que nous avons affaire à des terrains de recueil récents qui vont s'éroder de façon extrêmement rapide et si on ne fait rien pour contrôler les activités et la croissance économiques assez fortes de l'île (3 % ou 4 %), nous allons considérer que l'incinérateur doit être mis en œuvre ailleurs. Actuellement, il a des incidences sur les milieux marins et urbains, du fait des vents qui rabattent les fumées un petit peu partout et n'importe comment. Nous allons donc considérer qu'il ne faut pas construire de sentiers pour le développement touristique ; on va donc créer moins d'emplois touristiques que prévu et de façon un peu ignorante.

Nous avons une vision qui peut être différente. Il est certain que, sans indicateurs, on fera n'importe quoi. Mon propos est de dire que si on n'a pas d'indicateurs pour les quatre domaines du jeu, au moins, qui permettent d'évaluer la situation avec les décideurs, il est alors certain que l'on aura la reproduction pure et simple des tendances préexistantes. Les *lobbies* et les intérêts se sont stabilisés autour d'une certaine

configuration. Ils l'imposent, plus ou moins, à différents niveaux : à la population, aux citoyens, à la République française, voire à la Commission européenne.

F R A N Ç O I S M O I S A N : N'est-ce pas le dernier pilier que vous avez évoqué, celui de la démocratie participative, qui permettrait de hiérarchiser les trois autres ? Comment construire la stratégie ?

J E A N - L U C G É R A R D : Vous avez parfaitement raison. Malheureusement, je crois que nous sommes encore aux balbutiements, en France, de cette remontée d'informations émanant des citoyens et des associations, même si cela a beaucoup progressé ces vingt dernières années.

Depuis que j'ai quitté la fonction de chef de la prospective au ministère de l'Environnement, beaucoup d'eau a passé sous les ponts. Beaucoup de progrès ont été réalisés mais, en même temps, nous sommes dans des systèmes de démocratie électorale : cela passe par les élus. On peut penser que de nouveaux niveaux, comme les agglomérations par exemple, seront plus sensibles à cette pluralité de dimensions. En effet, elles couvrent l'ensemble des dimensions sur un territoire donné, au lieu de la compartimentation excessive que nous avions précédemment.

F R A N Ç O I S D E L A V E R G N E : Merci. Lorsqu'on m'a proposé à participer à cet atelier, j'ai eu quelques hésitations. C'est cet atelier qui m'intéressait le plus mais qui me posait également le plus de questions. Je trouve que les trois thèmes (mesure, État et progrès) interpellent. Il faut nous poser ces questions parce qu'elles sont au centre de nos préoccupations, surtout dans une période de mutation où nous passons d'un système international à un système mondialisé.

J'ai été fonctionnaire pendant plusieurs années durant mon existence et je ne veux pas critiquer l'État. Je pense que l'État n'est pas nécessairement la mesure que l'on doit prendre en considération dans l'objectif que nous poursuivons, celui du développement durable. J'ai entendu Gilles Pennequin mentionner qu'il fallait que tout cela "percole" par le haut, mais en fait vers le bas. C'est une expression assez importante parce que nous devons faire passer ces idées auprès des régions, des pouvoirs locaux, pour qu'ils comprennent et agissent en fonction d'une réflexion des États. C'est vrai, les États peuvent avoir un rôle à jouer. Il ne s'agit pas de supprimer l'État, mais tout de même de se poser la question de son rôle par rapport à ces dangers et ces défis.

Je vais vous donner un autre exemple. J'étais à Aichi voici quelque temps. L'exposition universelle est composée de pavillons des États. J'étais simplement éberlué par le manque d'imagination de ceux-ci. C'était vraiment épouvantable sur le thème du développement durable, dont ils n'avaient strictement rien à dire. Le pavillon de la France dénonçait beaucoup de problèmes mais n'apportait et ne cherchait à apporter aucune solution à toutes les questions qui pouvaient se poser. Alors, on dénonçait tout ce qui était critiquable, mais on s'arrêtait là. Je pense que nous avons véritablement une réflexion à mener sur qui est l'entité institutionnelle la plus importante à mobiliser pour essayer d'initier et puis d'apporter les champs nécessaires. Je ne crois pas que l'État soit cette entité.

“ Il ne s'agit pas de supprimer l'État, mais tout de même de se poser la question de son rôle par rapport à ces dangers et ces défis ”



Le progrès est un mot chargé d'espoirs. Tous les États ont pour modèle d'autres États et d'autres types de développement comme ceux atteints par les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et d'autres pays riches. L'idée du progrès est d'atteindre le même niveau que ces États. Je pense que c'est aussi extrêmement dangereux. Il ne s'agit pas de comparer, je ne crois pas aux comparaisons, elles sont totalement inutiles. Il est peut-être intéressant de savoir, pour sa fierté nationale, si on fait mieux que les autres ou, si on est dans l'opposition, que l'on fait moins bien pour dénoncer cette situation. Je ne pense pas que ce soit l'important. C'est une grave erreur qui a été faite par les Allemands. C'est un grand progrès aussi que cette notion d'Institut mondial de l'environnement que l'on veut créer, ou que l'on propose.

Les mesures sont différentes dans un pays en développement ou un pays riche et les rapports à la richesse sont totalement différents ; on peut être heureux ou malheureux, peu importe la richesse. Ces indicateurs, au niveau mondial, sont vraiment une perte de temps. J'ai été un peu à l'origine de cette notion de développement durable. Cela a été mené dans le cadre de la commission Brundland à laquelle j'ai eu l'honneur de participer. Je sais comment s'est créée cette notion de développement durable. C'est un compromis de table, simplement pour se mettre d'accord entre des positions impossibles à faire converger. Nous nous sommes mis d'accord et personne n'a fait d'opposition sur ce thème. C'est d'ailleurs pour cela qu'il plaît et qu'il emporte l'adhésion des politiciens. Derrière, on a dépensé des millions.

Tous les pays, la France, peuvent faire des bibliothèques d'indicateurs sur le développement durable, cela ne sert à rien. Bien sûr, nombre d'indicateurs sont développés par le CNUD, mais que nous apportent-ils ? Nous pouvons nous poser beaucoup de questions sur ce point, mais ils continuent à investir dans ces indicateurs. Ils sont appelés "satellites", car ils donnent un éclairage sur les autres, mais ils tournent autour.

Je reviens à cette question de "comment mesurer" et les décisions à prendre. J'étais à Arles voici peu de temps, pour voir ces expositions photographiques. Dans l'un des locaux, une entité française qui travaillait sur les forêts présentait le travail qu'elle avait fait au cours de ces cinquante dernières années. Certaines images étaient particulièrement frappantes ; pour le même paysage, ils nous montraient des collines totalement déboisées, puis les mêmes complètement reboisées. Il n'existait pas d'indicateurs à l'époque, mais la décision avait été prise de reboiser et aujourd'hui son bénéfice, par rapport aux intempéries que l'on a connues, est extraordinaire. On a évité ici des milliards de dégâts grâce à ce travail de reboisement qui a été réalisé au début des années 20 ou 30. Cela montre, d'une certaine manière, la vanité de tous ces indicateurs.

vers cette poste qu'iront les clients plutôt que vers une autre, dans un système complètement concurrentiel. En revanche, c'est très difficile à faire pour un État et aussi pour une entreprise ; elle doit avoir une taille importante et plusieurs activités.

CATHERINE TRAUTMANN : Hier, j'ai participé à une discussion sur le rapport REACH qui est très important. Il doit permettre, une fois adopté et mis en directives, d'enregistrer des substances. Il met en cause absolument tout ce dont nous discutons ici.

Deux points sont tout à fait intéressants par rapport la question posée : on ne peut pas traiter de ces questions à l'échelle stricte des États. On a besoin d'indicateurs pour nous permettre d'aller le plus loin possible vers l'international et vers la plus grande visibilité et acceptabilité possible et aussi la pertinence dans l'usage que l'on peut en faire dans l'entreprise et dans la collectivité locale.

“ L'intérêt d'un indicateur est de répondre à un objectif ”

Le développement durable n'est pas une notion simple. La combinaison des critères est une équation à données multiples. Si on raisonne par indicateurs, il faut forcément trouver les moyens de les combiner. C'est ce que vous disiez tout à l'heure. C'est simplement un problème de concurrence, de compétitions entre pays forcément larvées, discrètes, avec des pays qui ont les plus grands groupes chimiques (Allemagne, France). Nous sommes toujours confrontés à ces questions dans des enjeux économiques, chacun voulant sauver la compétitivité.

Puis, une collègue nordique a dit : *“Nous avons un problème car, pour nous, le développement durable est la condition de notre compétitivité nationale”*. La question nous était donc posée : *“Le développement durable est-il un objectif, une condition ?”* Cette question est-elle posée aujourd'hui ? En posant la question des indicateurs, ne renvoie-t-on pas le problème à demain ? Cette collègue disait qu'il fallait avancer dans l'enregistrement de ces substances, et de manière suffisamment claire et ambitieuse, même si on cherche l'équilibre entre les emplois, la production de substances dont on a besoin dans l'industrie, la santé des gens et l'environnement. Je pense qu'il existe trois types d'appréciation :

- un type d'appréciation ou de critères qui sont indispensables à la décision publique ;
- la décision publique doit être la plus collective et la plus partagée possible ;
- les aides à la décision.

J'ai été très sensible à ce que disait Gilles Pennequin. Si nous allons vers des contrats de plan État/région en ayant plusieurs scénarios et en les tenant de manière publique, cela permet aux gens de se prononcer et de faire le choix. Le problème est que l'on refuse souvent que le choix soit partagé. Or, c'est là que nous devons pouvoir avancer, à mon avis.

Ensuite, il nous faut les critères de sanctions. Traduit-on le scénario ou pas dans le budget ? Nous avons alors une pénalité de pollution. La manière dont on a introduit le pacte de stabilité en Europe, avec des sanctions pour les pays, est indicative de l'économisme dans lequel nous vivons. Pourquoi n'est-ce pas possible pour les ressources, l'éducation ou la santé ? Il faut peut-être s'orienter vers des indicateurs prospectifs qui permettent la combinaison du scénario optimal et qui nécessitent des indicateurs-sanctions.

Ces indicateurs ont forcément un lien avec l'appréciation de la participation à la décision publique. C'est à la qualité de la décision publique et au coût (environnemental, social, budgétaire) puisque c'est au niveau des ressources dont on dispose et de l'économie qu'on retire de celles-ci que l'on peut apprécier la politique publique.

Voilà, simplement comment j'apprécierais les choses. Sur le plan européen, nous avons cette double question : faire avancer et mettre, en face des règles rigides sur le plan monétaire et économique que nous nous sommes données, des règles qui constituent les clés du développement durable. Sinon, nous irons vraiment vers une dissociation des pays avec ceux entrant récemment dans l'Union qui disent : *"Vous nous ennuyez avec vos critères environnementaux. Nous voulons vous rattraper, nous n'avons pas le temps de nous occuper de cela"*. À un moment donné, le progrès, c'est le progrès que l'on peut contribuer à financer ailleurs que chez soi. Si on pose la question du progrès pour les États, ce n'est pas forcément le progrès pour son État, mais celui qui est partagé entre les États qui n'ont pas les mêmes critères de développement durable.

“ Mettre en face des règles rigides sur le plan monétaire et économique des règles qui constituent les clés du développement durable ”

A N D R É E B U C H M A N N : Je suis aussi élue au Conseil régional d'Alsace.

Le développement durable doit être considéré comme étant une condition de développement et pas du tout comme un objectif. Si c'est un objectif, c'est encore une fois du "blabla" et cela ne sert pas à grand-chose. L'expression que tu as utilisée, dont tu m'as déjà parlé quand nous avons agi ensemble, me paraît parfaitement pertinente : *"Développement durable : conditions pour le développement dans le pays, pour l'intégration des pays de l'Est mais aussi dans la relation Nord-Sud"*.

Nous ne pouvons pas continuer à laisser dépérir l'Afrique, elle continue à être pillée par les pays du Nord. Nous ne pouvons pas nous permettre non plus que des pays en émergence et en développement soient confrontés à des questions énergétiques et de consommation énergétique. Mon sentiment est qu'en France nous avons un problème culturel.

On dit que la Chine veut développer le nucléaire. Mais, en parlant avec des Chinois ou des personnes qui vont en Chine et qui sont en contact avec la population, nous voyons une prise en compte des questions environnementales, énergétiques et des stratégies d'énergies renouvelables dont nous n'avons pas du tout conscience. Ils sont beaucoup plus avancés que nous. Mon sentiment est que nous sommes en retard par rapport aux réflexions mondiales et même africaines. Lors de la préparation de Johannesburg, nous avons été en contact avec des hommes et des femmes de tous les pays africains. Je ne parle pas des analphabètes mais des personnes qui participent aux réflexions. Ils en savent bien plus.

Tu as dit que les mesures que nous devrions proposer sont impopulaires. Pour cela, je dirai quasiment la même chose. En discutant avec les gens ces derniers temps, avec l'augmentation du prix du pétrole, ils se rendent compte que ce n'est pas une crise transitoire mais durable. Dans leur propre stratégie de ménage, de petits groupes, de villages, etc., ils doivent intégrer cela et ils l'intègrent, et ce autour de deux facteurs fondamentaux : le déplacement (l'essence) et le chauffage. J'ai également le

sentiment qu'une partie de la population, et pas forcément des élites, est en avance par rapport aux décisionnaires. Nous avons vraiment un problème culturel en France, celui de nos élites.

En tant qu'élue locale, j'aimerais bien que, lors d'un choix entre tel ou tel type de politique, nous ayons une grille. Alors, je ne suis pas sûre qu'il faille faire une "usine à gaz" développement durable, mais des idées simples qui correspondent à des choses essentielles. C'est la question de l'énergie qui me paraît la plus essentielle. À partir de cela, nous pouvons réfléchir et choisir d'autres politiques à condition d'avoir une connivence. Lundi, mon Président de région a signé un papier sur les énergies renouvelables ; je ne l'aurais pas signé parce que je le trouve trop radical et que nous n'avons aucun chiffre en face.

“ Une partie de la population, et pas forcément des élites, est en avance par rapport aux décisionnaires ”

Il est vrai que nous faisons des choses, je le vois au quotidien, puisque je fais partie de l'assemblée : nous avons, d'un côté, tout un discours sur les énergies renouvelables, nous donnons des crédits en relation avec l'ADEME, nous faisons des *shows*, etc. En réalité, les grands choix énergétiques sont tout à fait à l'opposé. On a soutenu un contournement autoroutier à Strasbourg, mais c'est aberrant dans la situation actuelle des questions énergétiques. On donne beaucoup d'argent aux villages et un peu partout pour l'éclairage de choses débiles, des monuments, etc. C'est pareil du point de vue de l'économie. On soutient officiellement un certain type d'économie qui intègre les énergies renouvelables mais, par ailleurs, c'est le patronat le plus classique qui est en réalité aux manettes.

Il faut vraiment arriver à une cohérence de politiques. À condition d'avoir des grilles simples, la question énergétique peut se décliner de façon très intéressante.

Si vous dites : *"Je vais réduire ma consommation d'essence, donc adopter une stratégie à partir de l'endroit où j'habite, pour ma propre maison mais aussi pour ce qui est autour, et aller à La Poste à bicyclette, à pied, en bus, etc."*. L'ensemble de la vie se décline autour de cela. Les personnes décisionnaires doivent faire en sorte que La Poste soit le plus près possible des personnes, dans les plus petits bourgs. Ce sont des stratégies d'aménagement qui me semblent tout à fait intéressantes.

“ À condition d'avoir des grilles simples, la question énergétique peut se décliner de façon très intéressante ”

FRANÇOIS MOISAN : Nous avons près de cinq minutes pour des propositions. Je souhaite qu'à partir des problèmes abordés, vous puissiez formuler des conditions plutôt que des objectifs, pour essayer de donner quelques conclusions.

PIERRE - FRÉDÉRIC TÉNIÈRE - BUCHOT : Je suis tout à fait d'accord avec la plupart des choses qui ont été dites alors je ne veux pas les paraphraser.

Avec ce qui vient d'être dit par les uns et les autres, j'aurais préféré le titre : *"Quelle mesure du développement pour les États ?"* Ce qui a été dit sur les nouveaux arrivants dans l'Union européenne est encore plus valable dans les pays du Sud, notamment d'Afrique. Plus un pays a des difficultés, moins les États sont représentatifs de la population. Sur les 191 pays présents à l'ONU, nous en avons 121, à peu près, où les États sont représentés mais cela ne veut pas du tout dire qu'il y a eu progrès. Pour les jeu-

nes dont nous parlions tout à l'heure, il est probable que dans trente, quarante, cinquante ans, les États ne voudront pas dire grand-chose pour eux, beaucoup moins que les multinationales ou les ONG internationales.

Focaliser le mot "progrès" en l'associant à "État" correspond à un développement durable que je connais bien : j'en ai fait partie comme technocrate. C'est celui d'offres institutionnelles. Cela ne veut absolument pas dire que les populations le partagent.

Un indicateur intéressant est le vote pour la Constitution européenne. Il montre vraiment la différence entre les institutions et ce que pense la population, comment elle réagit. Donc, nous avons du développement durable qui, malheureusement, ne correspond pas à ce que nous avons tous en tête ; il est beaucoup plus micro-économique, ou micro-social. C'est l'individu chinois que l'on interroge et non des entreprises ou le gouvernement chinois. Ils ne disent pas la même chose.

Il serait intéressant de redonner de la vigueur, dans un débat démocratique, de démocratie directe, à ce développement durable qui n'est absolument pas pris en compte la plupart du temps par les institutions.

GILLES PENNEQUIN : J'ai lancé un groupe travail sur l'attractivité, la compétitivité durable du territoire au sein de la DATAR. Nous nous sommes rendu compte très vite que nous manquions d'outils pour mesurer les externalités négatives. À partir du moment où nous ne sommes pas capables de prouver que c'est une condition, – le développement durable étant un processus – il faut peut-être insister sur les indicateurs d'objectifs et travailler à l'élaboration d'indicateurs qui montrent que c'est une condition.

J'ai été aussi conseiller régional écologiste, donc j'ai été porteur du discours de la démocratie participative. L'appareil dans lequel j'étais ne l'appliquait absolument pas, mais c'est autre chose ! Nous pouvons également avoir des gens qui, démocratiquement, refusent le développement durable. J'étais dans le bassin minier du Nord/Pas-de-Calais, à côté de Métal Europe. Chaque fois que l'on prenait des mesures, je recevais des lettres incendiaires des habitants.

UN INTERVENANT : Évidemment, l'échelle de l'État n'est pas idéale mais cela semble être, malheureusement, la moins mauvaise.

Comme le disait Catherine Trautmann, le progrès partagé par les États serait de donner à un indicateur national une dimension internationale qui mesure l'impact de ce pays sur les pays environnants. On peut très bien imaginer qu'un pays soit "environnementalement" parfait, mais s'il dépose ses déchets nucléaires ailleurs, l'indice n'a plus aucun sens.

JEAN-LUC GÉRARD : Une remarque sur le titre : "Assurer le progrès pour les États, de développement durable sur les États". Je pense que c'est à souligner : "progrès" est trop flou, "développement durable" l'est moins.

Quels indicateurs pour quels États ? Je voudrais rappeler que l'État est le premier consommateur de chaque pays. C'est le plus gros client de toutes les industries. Donc, il faut essayer de mesurer quelles sont ses dépenses. On demande aux consommateurs d'être durables, il faut aussi le demander à l'État, le mesurer et le comparer.

“ On demande aux consommateurs d'être durables, il faut aussi le demander à l'État, le mesurer et le comparer ”

F R A N Ç O I S M O I S A N : Nous avons les deux extrêmes :

– ce n'est pas au niveau des États qu'il faut mesurer parce que cela n'a pas forcément de signification ;

– l'État a quand même un rôle important car il est encore prescripteur de beaucoup de choses, et donc il s'agit de pouvoir évaluer son efficacité.

Il faut bien regarder les deux. Maintenant, s'agissant d'un indicateur global, pour quoi faire ? Mesure-t-on l'évolution dans le temps ? Personnellement – je m'exprime aussi en tant qu'animateur – l'évolution dans le temps semble être moins compliquée, mais les comparaisons internationales sont bigrement difficiles. Dans un pays vraiment froid, il faut chauffer, cela paraît évident, mais dans les négociations internationales, lorsque l'on parle aux Américains, ils disent : *"Nous sommes un grand pays, donc nous devons nous déplacer"*. Nous voyons bien les limites de ces *national circumstances*, cela peut aller très loin dans les discussions.

A L A I N C H O S S O N : Il est certain que l'État n'est pas le seul en niveau. La nécessité de mesurer à chaque niveau est importante, aussi bien à celui de l'État ou des États que de l'ensemble des collectivités territoriales.

Nous sommes sollicités actuellement par le gouvernement, mais c'est arrivé aussi avec les précédents, qui nous dit : qu'attendez-vous pour convaincre les consommateurs qu'ils doivent consommer ? sans dire un seul mot sur le type de consommation et de croissance que l'on souhaite. Ce que disait Florice, au début, est tout à fait important. Nous sommes effarés de voir l'écart entre l'affichage de la stratégie nationale de développement durable – cela a au moins le mérite d'être écrit – avec des objectifs et ce qui se fait au quotidien. Trop souvent les politiques sectorielles sont contradictoires entre elles et assez éloignées de la stratégie de changement esquissée par ailleurs. Dans les outils de mesure utilisés on en est encore à dire que polluer pour ensuite dépolluer est bon pour le PIB ! Comment voulez-vous entraîner l'adhésion de qui que ce soit avec de telles contradictions ?

Ce n'est pas le fait qu'il faille de la croissance ou pas, mais de déterminer quelle croissance : quelles sont les mesures à prendre impérativement pour que les choses changent en France ? Parlons de nous, déjà ! Nous savons que ces mesures sont, par ailleurs, créatrices d'emplois dont certains sont non délocalisables, etc.

“ Trop souvent les politiques sectorielles sont contradictoires entre elles et assez éloignées de la stratégie de changement esquissée par ailleurs ”

Il existe un autre texte qui dit qu'avant chaque texte législatif et réglementaire il faut une étude d'impact. Mais où est-elle ? Chaque fois que l'on va rédiger un texte, recalons-nous sur cette stratégie nationale pour vérifier si ce que nous sommes en train de débattre correspond ou pas. Si cela ne va pas, on refait la copie. Mais nous n'en sommes même pas là aujourd'hui.

Il faut mesurer ce que nous faisons mais aussi ce que nous ne faisons pas.

En ce qui concerne la discussion sur les mesures de progrès, je pense qu'il ne s'agissait pas du "progrès" technique ou scientifique, mais : comment mesurer les progrès que nous réalisons dans nos méthodes et pratiques.

UNE INTERVENANTE : Que l'État fasse d'abord ce qu'il demande aux autres de faire.

FRANÇOIS MOISAN : Dans le rapport de la Commission que j'ai reçu voici deux jours, nous avons le nombre d'études d'impact à réaliser pour chaque État par rapport à la législation.

ALAIN CHOSSON : Ce qui est tout de même encourageant, c'est que nous avons le sentiment que davantage de choses bougent actuellement dans des collectivités territoriales, chez les individus, les groupes. Les gens qui viennent dans les espaces Info-Énergie ne se demandent pas s'ils doivent être sensibilisés : ils veulent passer à l'acte. Ils se heurtent continuellement à des obstacles, c'est encore un parcours du combattant.

FRANÇOIS DELAVERGNE : Il me semblerait utile de préciser. Développer des indicateurs de développement durable me paraît être une démarche intéressante. Néanmoins, un système d'indicateurs intégrés faisant que les décideurs se saisissent de ces indicateurs d'environnement, d'écologie, de développement, de valorisation, de préservation des milieux et de valorisation des ressources naturelles, et ce, au même niveau que les autres indicateurs, serait très certainement des aides à la décision d'une autre nature que celles que nous avons actuellement.

Vous parliez des études d'impact. J'ai vécu au ministère de l'Environnement une période où l'on considérait comme une victoire fabuleuse d'imposer des études d'impact avant les mises en place des grands équipements.

On constate, comme vous l'avez dit, que les études d'impact sont relativement marginalisées dans le processus de décision. Elles sont faites parce qu'elles sont obligatoires. Sont-elles vraiment utiles pour remettre en cause les décisions ? Dans 99 % des cas, non. La question est l'intégration de cette dimension d'études de l'impact environnemental, écologique et de développement durable, de la durabilité des milieux et des ressources, dans des critères de décision des décideurs aujourd'hui. Catherine Trautmann disait qu'il fallait se battre pour que, chaque fois que l'on prend une décision, l'ensemble des éléments du jeu soit pris en considération. Cela signifie que l'on a mené une action parallèle de mise en forme de ces systèmes d'implication préalables à la décision et pas seulement l'avis du bonheur national brut, ou du développement durable brut, qui sera l'indicateur spécifique.

FRANÇOIS MOISAN : Cela oblige à des évaluations de politiques connues et à s'interroger selon les réflexions.

FRANÇOIS DELAVERGNE : ...réflexions sur le système d'évaluation publique et d'aides à la décision nationale intégrant ces éléments de valeur pondérable qui démarrent.

Je suis très content de voir que la DATAR est en train de mettre en place un système d'indications. Pour reprendre l'exemple des évaluations des politiques européennes, nous avons besoin des cinq ou dix indicateurs simples pour mettre, d'un côté, les indicateurs emploi, croissance économique, pourcentage de personnes en insertion qui trouvent un emploi au bout de deux ans, etc.

Cependant, ils doivent être mis ensemble dans un système qui permette une appréciation globale de la stratégie de dépenses publiques. Sinon, nous aurons toujours d'abord l'écono-

“ Pour reprendre l'exemple des évaluations des politiques européennes, nous avons besoin des cinq ou dix indicateurs simples ”

mie, sous la pression des *lobbies*, ensuite éventuellement l'emploi et le social sous la pression des collectivités locales qui, du fait de la proximité, ont les problèmes sociaux à gérer à leurs portes, et le reste après.

F R A N Ç O I S M O I S A N : Merci. J'ai trouvé ces échanges passionnants. Au début, le titre m'a paru très technique mais nous avons abordé beaucoup de choses très concrètes.



“ Les États-Unis donnent l'exemple, aujourd'hui, de collectivités locales capables de prendre des décisions et de s'engager ”

Si on m'avait demandé de proposer un titre à cet atelier, j'aurais plutôt choisi : “*Quelle mesure pour la créativité ?* Nous avons besoin d'être véritablement créatifs aujourd'hui et pas par rapport à ces notions qui ne font plus référence : mesure, progrès et État. Donc, il s'agit de sortir d'une logique et de s'efforcer de penser autrement.

Je voudrais donner un dernier exemple, celui des États-Unis. C'est un immense État et il est toujours critiqué parce qu'il ne se met pas au diapason et qu'il ne respecte pas des conventions internationales. Ce n'est pas le seul, d'autres signent et ne les respectent pas pour autant. Les États-Unis donnent l'exemple, aujourd'hui, de collectivités locales capables de prendre des décisions et de s'engager. Cela ne vient pas de l'État et ce n'est pas sur la base des indicateurs et des informations fournies par l'État. Ces décisions viennent vraiment d'une prise de conscience en fonction d'une situation donnée, celle que vivent tous les concitoyens aujourd'hui. C'est le principe de proximité. C'est à partir de cela que nous devrions enrichir notre débat.

FRANÇOIS MOISAN : Merci. Votre contribution est très intéressante dans notre débat. Vous posez des questions par rapport à l'intitulé de l'atelier : est-ce l'État ?

Chacun peut vous suivre ou ne pas être d'accord. Beaucoup de choses ne sont pas convergentes. Comparaisons internationales ? Oui ? Non ? Par exemple, dans les négociations internationales, le terme consacré est *national circumstances* : cela exprime qu'il est tout à fait normal qu'un Américain consomme telle chose mais pas un habitant d'un autre pays.

Nous pouvons dire ne pas avoir besoin de comparaisons internationales. Cela dépend, je trouve qu'elles peuvent servir.

Je reviens sur ce que vous avez dit, je pense que cela porte débat. Ne faut-il pas tout de même responsabiliser l'État ? N'a-t-on pas besoin d'indicateurs pour dire à l'État ?...

Vous dites que les États-Unis sont bien plus fédéralistes que nous. J'aimerais bien que nous soyons parfois un peu moins centralisés, un peu plus fédéraux.

Faut-il un indicateur de développement durable ? Je me pose la question, je n'ai pas de réponse définitive. Par exemple, à la télévision, on parle d'indicateurs économiques de croissance. Malheureusement, on n'a pas d'indicateurs de développement durable. Cela permettrait aux médias de dire si nous progressons ou pas. En faut-il un ou, au contraire, le développement durable ne se mesure-t-il pas ?

HÉLÈNE RENARD : Il faut peut-être faire une comparaison avec les entreprises. Nous sommes également dans la problématique de mesurer les effets de nos engagements dans le développement durable. Nous avons aussi un peu les mêmes objectifs : argumenter, prouver qu'au delà de la loi, etc., en tant qu'entreprise publique appartenant à l'État... De nombreuses grandes entreprises publiques appartiennent à l'État, il en est actionnaire. L'État a peut-être un rôle à jouer dans l'incitation de sa sphère économique publique. Nous avons, nous aussi, ces problèmes. Comment parle-t-on aux autres ?

Si je prends La Poste et si je la compare à nos concurrents allemands, peut-on dire qu'il existe une poste en Europe plus “développement durable” qu'une autre ? Nous avons bien besoin d'avoir des indicateurs partagés et acceptés par tous. C'est peut-être